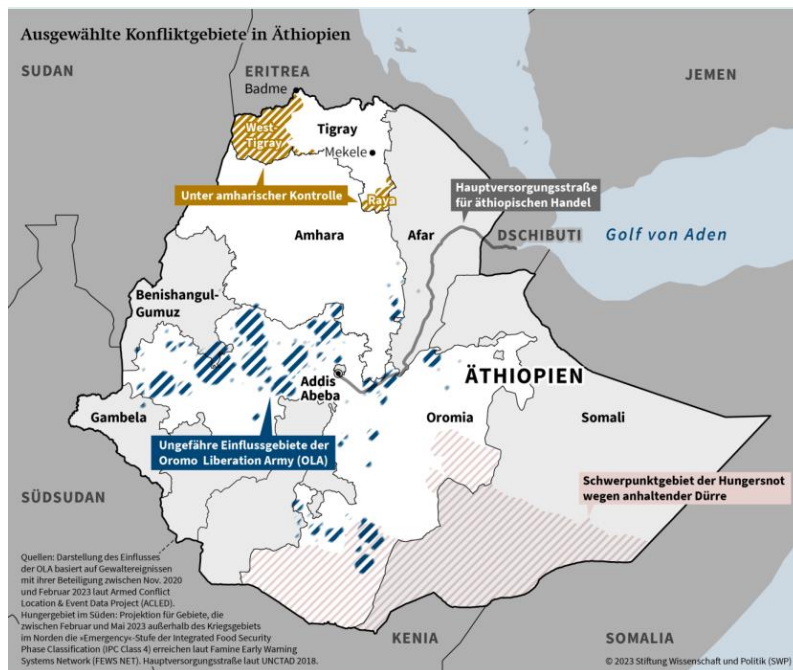


# Factsheet Éthiopie

Mai 2024

## 1 Faits et chiffres (voir aussi la page web de la [BBC](#))



Carte, [Stiftung Wissenschaft und Politik](#), 2023

**11 États régionaux**, chacun correspondant à un groupe ethnique, et deux villes-régions: Addis-Abeba et Dire Dawa (villes-régions), Afar, Amhara, Benishangul-Gumuz, Gambela, Harar, Oromia, Sidama (depuis le 18 juin 2020), Somali, Tigré, Région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud (RNNPS), Éthiopie du Sud-Ouest (depuis novembre 2021)

**Population:** [129 millions](#) selon les estimations.

**Religions (estimations 2016):** 44 % de la population appartient à l'Église orthodoxe éthiopienne ; 31 % d'Éthio-

pien-ne-s sont musulman·e·s et 23 % sont protestant·e·s ; les [Tigréen-ne-s et les Amharas](#) sont à majorité chrétienne, tandis que les Afars, les Somalis et environ la moitié des Oromos sont musulman·e·s. Après des années de conflit violent au sein de l'Église orthodoxe éthiopienne pour tenter de marginaliser les Oromos, trois archevêques oromos ont fondé une nouvelle Église. Un travail de négociation a [mis fin](#) au conflit en janvier 2023.

**Système politique, EPP:** [fédéralisme ethnique](#). De 1991 à la prise de pouvoir par Abiy Ahmed en 2018, le EPRDF (Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien) dirigeait le pays sous la conduite du TPLF (Front de libération du peuple du Tigré). En décembre 2019, l'EPRDF a été dissout et [le Parti de la prospérité](#) (EPP) lui a succédé. Tous les partis rassemblés sous l'EPRDF et tous ses partis alliés à l'exception du TPLF se sont regroupés sous [l'EPP](#): l'Oromo Democratic Party (ODP), l'Amhara Democratic Party (ADP), le Southern Ethiopian People's Democratic Movement (SEPDM), l'Afar National Democratic Party (ANDP), le Somali Democratic Party (SDP), le Harari National League (HNL), le Benishangul Gumuz People's Democratic Party (BDP) et le Gambella People's Unity Democratic Movement (GPUDM).

## 2 Profils à risque

- **Les opposant·e·s politiques, les personnes critiques à l'égard du gouvernement, les journalistes et les professionnel·le·s des médias.** Les [personnes critiques à l'égard du gouvernement](#), les professionnel·le·s des médias et les [journalistes](#) perçu·e·s comme dissident·e·s, les activistes sur les réseaux sociaux, ainsi que les [partisan·e·s et les sympathisant·e·s](#) (y compris les membres de leur famille) du Front de libération de l'Oromo (OLF), des Qeerroo, de l'*Oromo Federalist Congress* (OFC), des partis nationalistes Amhara (tels que le NAMA et le Baladera), du TPLF ou des mouvements séparatistes. En mai 2021, le gouvernement éthiopien a qualifié le TPLF et l'Armée de libération de l'Oromo (OLA) « [d'organisations terroristes](#) ». Depuis, les partisan·e·s de ces partis sont massivement persécuté·e·s. En mars 2023, le TPLF a été [retiré](#) de la liste des groupes terroristes.
- **Les femmes.** Dans le conflit au Tigré, le [viol](#), la torture et l'esclavage sexuel sont utilisés comme arme de guerre contre les femmes et les filles. [Les femmes célibataires](#), en particulier, sont victimes de discrimination ainsi que de violences sexuelles et de violences liées aux genres (mariage forcé, [mutilations génitales féminines](#)).
- **Les enfants.** [Mutilations génitales féminines, mariage forcé](#). Les jeunes membres des Qeerroo et d'autres mouvements de jeunesse qui ont participé à des manifestations.
- **Les personnes LGBTQ+.** Les relations sexuelles entre personnes de même sexe sont interdites et passibles de peines de prison pouvant aller jusqu'à 15 ans. La stigmatisation, les tabous et la discrimination sont ancrés dans la société. Il n'existe aucune protection contre la discrimination ou les crimes de haine.
- **Les membres de [certains groupes ethniques](#).** Surtout le long des frontières entre les régions. Le contexte et la situation individuelle sont des facteurs déterminants. Les membres de l'ethnie tigréenne ont été persécuté·e·s dans tout le pays pendant la guerre du Tigré. Les organisations de défense des droits humains parlent de [nettoyage ethnique](#).  
**Les personnes réfugiées érythréennes.** Les personnes résidant dans des camps pour personnes réfugié·e·s dans la région du Tigré sont [expulsées et attaquées](#), ou victimes d'[arrestations arbitraires, des détentions et des déportations](#) vers l'Érythrée.

## 3 Derniers développements

**Détérioration de la situation sécuritaire.** Le gouvernement du Premier ministre [Abiy Ahmed](#) est actuellement confronté à des insurrections dans les régions d'Amhara et d'Oromia. Malgré l'accord de [cessation des hostilités de novembre 2022](#), de [nouveaux affrontements](#) entre les Forces de défense nationale éthiopiennes (FDNE) et les milices Amhara *Fano* ont éclaté dans la région d'Amhara en 2023. Ces dernières [contestent le contrôle fédéral](#) sur une grande partie de la région, ce qui menace la stabilité de l'Éthiopie. Le 4 août 2023, le gouvernement éthiopien a déclaré [l'état d'urgence](#) pour six mois à Amhara, qui s'est traduit par des [violations des droits humains](#) à l'encontre de la population, dont des arrestations et détentions arbitraires, perpétrées par les forces sécuritaires gouvernementales. À la fin de l'année 2023, le gouvernement éthiopien a renforcé ses opérations militaires à Amhara qui se poursuivent en [2024](#), alors que les nouveaux [pourparlers de paix](#) ont échoué. Dans la région d'Oromia, les FDNE se heurtent également à des soulèvements de l'[Armée de libération Oromo](#) (ALO).

**Violences de masse envers la population.** Plusieurs rapports publiés en 2024 soulignent que des [graves violations des droits humains](#) continuent d'être commises dans les régions

du [Tigré](#), d'[Amhara](#) et d'[Oromia](#). En mars 2023, le secrétaire d'État américain a rapporté que des membres des FDNE, des forces de défense érythréennes (FDE), du Front populaire de libération du Tigré (TPLF) et des forces Amhara ont continué de commettre des [crimes de guerre](#) plusieurs mois après la signature de l'accord de cessation des hostilités en novembre 2022. Le Rapport de la [Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie](#) (ICHREE) souligne également que des [exécution extrajudiciaires et des violences sexuelles](#) auraient été perpétrées par des membres des FDNE, FDE et des forces Amhara. A l'ouest du Tigré, les forces Amhara se seraient livrées à un [nettoyage ethnique](#).

**Situation humanitaire.** Selon le [Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés](#) (HCR), l'Éthiopie accueille actuellement 1 059 232 personnes réfugiées et personnes requérantes d'asile, principalement originaires du Sud-Soudan, de Somalie et d'Érythrée. Il y aurait également 3 459 881 personnes déplacées et 2 530 101 personnes rapatriées (au 31 mars 2024). Les conflits restent le premier motif des déplacements, suivis par les conséquences de [phénomènes météorologiques extrêmes](#), causant sécheresse, inondations et glissements de terrain, qui exacerbent les besoins humanitaires. En juin 2023, le *Programme alimentaire mondial* (PAM) et l'*Agence américaine pour le développement international* (USAID) ont annoncé la suspension temporaire de l'aide alimentaire à la région du Tigré, suite à des [détournements de l'aide](#). Les [auteurs présumés](#) seraient des agences gouvernementales. Selon [Amnesty International](#) (AI), la distribution de nourriture n'aurait pas encore repris dans son intégralité (au 24 avril 2024). AI souligne que cette suspension aurait causé la mort de centaines de personnes dans la région du Tigré. En septembre 2023, il a également été reporté que la résurgence d'un conflit ethnique dans les régions de Somali et Oromia aurait entraîné la mort de plusieurs personnes, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées dans le [camp de personnes déplacées de Koloji](#) dans le district de Babile.

**Affrontements et conflits inter-ethniques.** Depuis février 2024, de nouveaux [affrontements entre les communautés Afar et Somali-Issa](#) dans la région Somali ont fait de nombreuses victimes et provoqué le déplacement de plusieurs milliers de personnes. En 2023, de nombreuses victimes ont également été déplorées à la suite du conflit. Le 18 juillet 2023, un affrontement entre les groupes ethniques [Anuak et Nuer](#) dans la région de Gambella aurait fait au moins 24 morts et des dizaines de blessés. Des milliers de personnes auraient été contraintes de fuir leur domicile. La ICHREE note aussi que des [attaques fondées sur l'appartenance ethnique](#) auraient été perpétrées à l'encontre de la communauté amhara dans les zones de Horo Guduru Wollega, Wollega Ouest, Wollega Est et Shewa Ouest en Oromia. Les auteurs présumés seraient des membres de l'ALO. Entre novembre 2020 et février 2023, ils auraient tué des civils de l'ethnie amhara, commis de graves violations des droits humains, notamment des viols et d'autres formes de violence sexuelle contre des femmes et des filles.

**Le gouvernement continue de faire recours à la répression.** Le gouvernement continue de réprimer les personnes perçues comme dissidentes. En décembre 2023, [Taye Dendea](#) a été démis de ses fonctions de ministre de la paix pour avoir été critique envers le gouvernement pour sa gestion économique et sécuritaire de la région d'Oromia et arrêté pour ses liens présumés avec l'ALO. Selon *Reporters sans frontières* (RSF), la plupart des récents progrès dans la liberté de la presse aurait été anéanti, principalement par le conflit dans la région d'Amhara, ravivant les [craintes de représailles parmi les journalistes](#), dont 15 restent emprisonnés.

## 4 Pratique des autorités suisses

**Chiffres du SEM pour 2023.** Taux de reconnaissance en [2023](#) : Taux d'octroi de l'asile, 38.1 %, taux de protection, 66 % (décision positive + AP). La valeur du taux de protection a baissé par rapport à l'année 2022 (taux de protection 72,4 %).

**Retours forcés suspendus.** Alors que le SEM considérait encore que les retours forcés vers l'Éthiopie étaient en principe justifiables, des [rapports de médias](#) ont indiqué en décembre 2021 que ces renvois avaient été suspendus jusqu'à nouvel ordre. Aucun renvoi vers l'Éthiopie n'a eu lieu en 2022 et aucun n'a été reporté en 2023.